

## BOUIRA

# Des commerçants marchent pour la sauvegarde de leurs commerces

*Plusieurs dizaines de commerçants, exerçant dans le quartier sud de la ville de Bouira, ont organisé hier, une marche depuis la Place des martyrs jusqu'au siège de la wilaya, pour interpeller le wali sur les conditions lamentables dans lesquelles ils se sont retrouvés, après le départ imprévu des fourgons de voyageurs. Ceux-ci ont été déplacés, sur décision de la Direction des transports, vers la nouvelle gare routière de Bouira située à la sortie ouest de la ville, près de l'autoroute.*

D'après certains commerçants que nous avons accostés pendant cette marche, les responsables de la Direction des transports qui parlaient depuis belle lurette d'une nouvelle carte de transport pour la wilaya, n'ont jamais pris en compte les doléances que leur ont faites les transporteurs des petites lignes, surtout ceux desservant les communes limitrophes comme Bechloul, située à moins de 20 kilomètres de Bouira, ou encore El-Hachimia située à 15 kilomètres, El-Esnam à 10 kilomètres et enfin, Oued El Berdi située

à 10 kilomètres.

Tous les habitants de ces communes limitrophes de Bouira, ont leurs progénitures qui poursuivent leurs études à Bouira, et eux-mêmes sont, à plus de 90% des travailleurs venant au quotidien à Bouira. Aussi, depuis le transfert de ces lignes vers la nouvelle gare routière, ces habitants se sont retrouvés face à des problèmes énormes, d'abord à cause des dépenses supplémentaires qu'ils doivent déboursier depuis la nouvelle gare routière vers le centre-ville de Bouira, soit 30



Photo : DR

dinars par personne et chaque jour, ensuite les provisions qu'ils ont l'habitude de faire depuis Bouira et qui font vivre des centaines de commerçants situés dans les quartiers sud de Bouira.

Aussi, ce dimanche, parmi les dizaines de marcheurs qui ont arpenté le principal boulevard reliant la Place des martyrs au siège de la wilaya, on y retrouve côte à côte tellement leur sort est lié, des commer-

çants qui sont là à se lamenter de la chute brutale de leurs chiffres d'affaires et la menace de voir leurs commerces, leur unique source de vie, carrément disparaître. Les citoyens de ces communes limitrophes revendiquent le retour des fourgons vers l'ancienne station ainsi que, les transporteurs eux-mêmes qui ont longtemps revendiqué leur maintien sur site, avant de céder, face aux menaces de la Direction des transports, leur tutelle.

Arrivés devant le perron de la wilaya, les présents ont exigé de voir le wali mais, ce dernier étant en sortie sur le terrain, ce fut le chef de cabinet qui les a enfin reçus, en leur faisant comme d'habitude des promesses.

Y. Y.

## DISTRIBUTION DE 1 210 LOGEMENTS SOCIAUX À EL KHROUB

### Les habitants investissent la rue

*La publication, hier par voie de presse, de la liste des 1 210 attributaires de logements sociaux locatifs (LSL) n'a pas fait que des heureux parmi les habitants de la daïra d'El Khroub, deuxième grande agglomération urbaine de Constantine. Mais également des mécontents, lesquels, pour exprimer leur dépit, ont assailli le siège de la daïra et barré les routes.*

Très attendue par les résidents de la daïra d'El Khroub, la liste des bénéficiaires du quota de 1 210 logements sociaux a été, finalement, après plusieurs reports dévoilée hier.

Et c'était sans compter sur la colère de centaines d'individus «exclus», lesquels, dès les premières heures de la matinée ont assiégé la daïra d'El Khroub.

Attirés devant ladite administration dont le portail est demeuré clos, les contestataires ont demandé

de prendre langue avec le chef de daïra. Ce dernier étant absent, les protestataires ont été priés de rejoindre le centre culturel Mohamed El Yazid pour, le cas échéant, déposer leur recours.

Aussi, si une partie des mécontents a fini par rejoindre le centre pour y déposer des recours, d'autres, ne voulant rien savoir ont investi l'artère principale de la ville et ont barré la route au niveau de la localité dite «El Mouzina» à l'entrée de la ville.

Selon les propos recueillis auprès de ces derniers qui, tous disent avoir été «exclus arbitrairement», «des centaines de bénéficiaires seraient étrangers à la ville et ne méritent pas un logement». Par étrangers, les protestataires entendent, ceux n'habitant pas le chef-lieu de commune. En effet, les bénéficiaires sont issus des nouvelles villes de Ali Mendjeli et Massénissa, d'El Baâraouia et même de Salah Derragi. Par ailleurs, des protestataires se sont dits étonnés de voir leur noms ne figurant pas sur la liste, eux dont les dossiers remontent au début des années 2000, alors que des bénéficiaires, de surcroît des célibataires et issus encore de la même famille y figurent.

Au centre culturel M'hamed El Yazid où a été installé le bureau des

recours, régnait également une grande tension. Des dizaines de personnes se sont rassemblées, devant le centre pour déposer des recours sous l'œil vigilant des agents des services de sécurité.

Dans l'après-midi et si aucun incident majeur n'a été enregistré, la route est restée fermée à la circulation.

Il est à noter que Constantine vit depuis une semaine, au rythme des protestations. L'opération de distribution de logements sociaux a mis en ébullition la semaine dernière les communes de Hamma Bouziane et Didouche Mourad où les résidents ont investi les rues pour réclamer justice et parité dans la distribution de logements.

Farid Benzaïd

### M'SILA

## Une paralysie générale des lycées de la wilaya en signe de solidarité avec le lycée Othmane-Ibn-Affane

*Ce dimanche, les lycées de la wilaya ont répondu à l'appel à une grève illimitée lancé par le bureau du Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique élargi (CNAPEST), réuni dans la journée du 12 avril dans une session extraordinaire au bureau du syndicat et où on y a débattu le contenu du communiqué national et le problème du lycée «Othmane Ibn Affane» de M'sila.*

En signe de solidarité avec les professeurs de ce lycée qui n'a pas connu de stabilité depuis le début de l'année jusqu'à ce jour, et vit toujours des moments de débâcle et de zizanie créées par des pseudo-élèves soutenus par une décision prise par le tribunal administratif qui a ordonné leur retour à l'établissement initial. Cette instance judiciaire a été saisie

par les parents des élèves sanctionnés par le conseil de discipline, une décision prise avec l'aval de la Direction de l'éducation en vue d'éloigner ces fauteurs de troubles et les inscrire dans d'autres lycées, chose qui n'a pas plu aux parents de ces élèves qui ont déposé une plainte devant le tribunal administratif.

Le bureau du Cnapest voulant

réhabiliter les différents conseils scolaires et donner plus de crédibilité à la sanction stipulée par la législation scolaire, selon le communiqué, le syndicat n'a pas admis l'ingérence des autres pouvoirs dans la gestion pédagogique, tout en gardant le droit de l'enfant à la scolarité.

Sachant que ces élèves ont fait exploser une bombe artisanale fabriquée au sein de ce lycée avec de l'acide et des produits chimiques et que cette bombe a défiguré l'une des élèves sans parler des actes de vandalisme tels que l'incendie du dortoir, du magasin et proférer des menaces aux enseignants pour ne citer que cela.

Le Cnapest demande l'ouverture d'une enquête dirigée par une com-

mission désignée par le ministère, outre la suspension de toutes les activités des différents conseils y compris la commission paritaire, selon le communiqué et le règlement du problème du lycée «Othmane Ibn Affane» et des professeurs de physique une fois pour toutes.

Le siège de la wilaya a connu dans la matinée un sit-in des parents des élèves accompagnés de leurs enfants brandissant des banderoles où était mentionné leur refus à cette situation qui a tant perduré. Au moment où nous mettons sous presse, quelques représentants des parents d'élèves ont été reçus dans le cabinet du wali.

A. Laïdi

### BLIDA : POUR PROTESTER CONTRE LEUR EXPULSION

## Les habitants des 55 RHP de Beni Mered ferment l'autoroute

*Les habitants du quartier dit 55 RHP à Beni Mered, commune située à 6 kilomètres au nord de Blida, ont fermé, hier, l'autoroute qui mène vers Alger à l'aide de pneus brûlés.*

Ce mouvement de protestation est venu suite à l'application d'une décision d'expulsion de leurs logements qu'ils occupaient depuis 2004.

Il faut dire que la fermeture de cet axe autoroutier a provoqué un immense embouteillage qui a duré plusieurs heures. Les protestataires ont menacé d'aller loin dans leur revendication si les

autorités concernées n'interviennent pas pour trouver une solution immédiate à leur situation.

Il est à noter que cette expulsion est venue suite à une décision de justice alors que les 12 familles indues occupantes ont tenté de justifier leur occupation des lieux par le fait que ces logements qu'ils ont entièrement aménagés étaient désertés depuis plus de neuf ans.

«Nous étions à la recherche de sécurité, alors nous avons occupé ces logements qui étaient totalement abandonnés et dans un état lamentable.

Suite à quoi, nous avons demandé à être régularisés, chose qui n'a pas été faite», nous dira un citoyen.

Cependant, les autorités locales les avaient poursuivis en justice à cette époque pour rendre ces logements à leurs véritables bénéficiaires mais la décision de justice n'a été prononcée que plus tard pour être mise en exécution hier. Les familles expulsées se sont dites déçues de cette décision surtout que leurs enfants sont scolarisés.

M. B.

### Erratum

Une malencontreuse coquille s'est glissée dans l'article paru dans notre édition du 13 avril et intitulé «2<sup>e</sup> session de l'APC de Skikda : le FLN dans la position d'opposant», où il fallait lire la JSMS a bénéficié de 10 millions de dinars au lieu de 100 millions de dinars. Nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes. Mille excuses à nos lecteurs et aux concernés.